

**ÉDITORIAL**de notre journaliste  
**David Marques**  
dmarques@lequotidien.lu

## Chaque point compte

**C**e mercredi entre en vigueur une première mesure phare du «Paquet résilience» ficelé début juin par la tripartite. La baisse temporaire de 5 centimes d'euro des accises appliquées sur les carburants entraîne une première réduction des prix variant entre 3,1 centimes (diesel, essence SP98) et seulement 1,9 centime pour l'essence SP95 (*lire ci-contre*). L'objectif est de maîtriser l'inflation afin d'éviter le déclenchement d'un second index en 2026. En août vont suivre la baisse de 15 centimes d'euro sur le mazout et sur le gaz, ainsi que les 4 centimes de subvention appliqués sur l'électricité. Avec l'accalmie, encore très fragile, du conflit au Moyen-Orient, il devient probable que le déblocage de 60 millions d'euros pour freiner la hausse des prix énergétiques s'avèrera payant.

Il ne suffira cependant pas de se focaliser sur les subventions actées par la tripartite. Comme l'a constaté mardi la Chambre de commerce, le contexte économique reste morose (*lire en page 6*). «L'économie nationale est sous pression, les entreprises ne sont plus aussi rentables et doivent composer avec

des coûts qui augmentent et des marges de plus en plus réduites. Ce qui veut dire moins de possibilités pour investir et recruter. Or ce sont là les leviers de la croissance de demain», pointe le directeur Carlo Thelen. Le camp patronal a obtenu l'assurance de ne pas devoir payer au prix fort la hausse de 200 euros net du salaire minimum, prise en charge par l'État à hauteur de 120 millions d'euros en 2027. Un second index endéans 12 mois devrait être écarté. L'an prochain, les entreprises vont aussi bénéficier d'une nouvelle baisse de leur imposition, passant de 16% à 15%. L'UEL avait en vain réclamé une baisse additionnelle à 13%.

En fin de compte, les entreprises et les ménages ont obtenu satisfaction lors des tractations avec le gouvernement. Il reste à savoir si les mesures prises permettront de doper une croissance du PIB limitée à 0,6% en 2025. Avec le blocage toujours partiel du détroit d'Ormuz, le Statec mise plutôt sur 1% pour 2026, avant un rebond à 1,8% en 2027. Des valeurs toujours très éloignées des moyennes historiques élevées, mais chaque point de pour cent compte pour le bien de l'économie et donc du modèle social luxembourgeois.